

1.2 Union européenne

La crise financière et économique persistante a fortement impacté l'Union européenne (UE) dont le **Produit intérieur brut (PIB)** s'est contracté en volume entre 2011 et 2012. Le **taux de chômage** s'est établi à 10,6 % de la population active en moyenne sur l'année 2012. La **dette publique** de l'UE au sens du **Traité de Maastricht** atteint désormais 85,1 % du PIB, soit 2,8 points de PIB de plus qu'en 2011. La crise a ainsi révélé certaines faiblesses de la gouvernance économique de l'Union européenne, pour partie corrigées par la mise en œuvre d'un renforcement de la surveillance budgétaire complétée par un nouveau dispositif de suivi des déséquilibres macroéconomiques :

– Ce renforcement de la surveillance qui s'applique aux États membres de l'UE comporte un volet préventif ainsi qu'un volet correctif (Procédure de Déficit Excessif). Cette surveillance est enrichie de nouveaux critères qui permettent de vérifier la trajectoire budgétaire (déficit et dette publique) des États membres et l'évolution des dépenses publiques. En cas de dérapage budgétaire et/ou des dépenses publiques, une procédure de contrôle resserrée est alors mise en place, débouchant de manière quasi-automatique sur un mécanisme de sanctions financières précoces et assez dissuasives.

– Complémentaire de la surveillance budgétaire, la Procédure pour Déséquilibre Macro-

économique (dite MIP), fondée sur un mécanisme d'alertes, permet d'identifier et prévenir les risques de déséquilibre dans les États-membres. La Commission, chargée d'évaluer ces risques, peut inciter les pays à entreprendre des réformes structurelles, voire imposer des sanctions aux pays membres de la Zone qui ne se conformeraient pas aux dispositions de cette procédure MIP.

Au-delà de ces dispositifs de surveillance, la stratégie **Europe 2020** adoptée en 2010, pour une croissance « intelligente, durable et inclusive » et le pacte Euro Plus de mars 2011, visent à renforcer à moyen terme la coopération et la coordination entre États, afin de favoriser la croissance, l'emploi et la compétitivité. Mi-2012, un pacte pour la croissance et l'emploi est par ailleurs venu compléter cette stratégie.

L'euro est la deuxième monnaie de réserve mondiale, utilisée quotidiennement par 300 millions de citoyens européens parmi les 505,7 millions d'habitants que comptent l'UE au 1^{er} janvier 2013, après l'adhésion de la Croatie. Il y a dix ans seulement, douze États membres mettaient en circulation des billets et pièces en euro, qu'ils adoptaient comme monnaie officielle ; ils sont aujourd'hui dix-sept. ■

Définitions

Europe 2020 : stratégie de croissance formulée par l'Union européenne sur la période de 2010 à 2020. Elle vise, d'un point de vue conjoncturel, à résoudre la crise qui continue de toucher l'économie de nombreux pays européens. Elle vise également sur un plan plus structurel à combler les lacunes du modèle de croissance européen et à mettre en place les conditions d'une croissance plus intelligente, plus durable et plus inclusive. Pour rendre cette finalité plus tangible, l'Union européenne s'est fixé cinq objectifs clés, à atteindre d'ici la fin de la décennie. Ils concernent l'emploi, l'éducation, la recherche et l'innovation, l'inclusion sociale et la réduction de la pauvreté, ainsi que le changement climatique et l'énergie.

Chômage, dette publique notifiée, G20 (groupe des 20), indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), produit intérieur brut (PIB), standard de pouvoir d'achat (SPA), Traité de Maastricht, taux d'emploi, taux de chômage, Union européenne (UE) : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 505,7 millions d'habitants dans l'UE à 28 au 1^{er} janvier 2013 », *communiqué de presse* n° 173, Eurostat, novembre 2013.
- « Le PIB par habitant a varié dans les États membres de 47 % à 271 % de la moyenne de l'UE27 en 2012 », *communiqué de presse* n° 98, Eurostat, juin 2013.
- « Rapport général sur l'activité de l'Union européenne – 2012 », janvier 2013.
- « Population », n° 2, *Ined*, 2013.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services \ Collections nationales \ Insee Références

Pays membres de l'Union européenne en 2012

	Année d'entrée dans l'Union européenne	Population au 1 ^{er} janvier 2013 (p) en millions	Part de la population ayant moins de 15 ans en %	Part de la population ayant plus de 65 ans en %	Taux d'emploi des 15 à 64 ans en %	Taux de chômage ¹ des 15 à 64 ans en %	PIB par habitant en SPA ^{2,3}	Variation annuelle des prix à la consommation ⁴ en %
Allemagne	1958	80,5	13,2	20,6	72,8	5,6	31 100	2,1
Autriche	1995	8,5	14,5	17,8	72,5	4,4	33 600	2,6
Belgique	1958	11,2	17,0	17,3	61,8	7,6	30 500	2,6
Bulgarie	2007	7,3	13,4	18,8	58,8	12,4	12 100	2,4
Chypre	2004	0,9	16,5	12,8	64,6	12,1	23 200	3,1
Croatie	2013	4,3	14,9	17,3	48,7	///	15 600	3,4
Danemark	1973	5,6	17,7	17,3	72,6	7,7	32 000	2,4
Espagne	1986	46,7	15,2	17,4	55,4	25,2	24 900	2,4
Estonie	2004	1,3	15,5	17,2	67,1	10,4	17 500	4,2
Finlande	1995	5,4	16,5	18,1	69,4	7,8	29 400	3,2
France	1958	65,6	18,6	17,1	63,9	9,9	27 500	2,2
Grèce	1981	11,1	14,4	19,7	51,3	24,5	19 200	1,0
Hongrie	2004	9,9	14,5	16,9	57,2	11,0	16 800	5,7
Irlande	1973	4,6	21,6	11,9	58,8	15,0	33 100	1,9
Italie	1958	59,7	14,0	20,6	56,8	10,8	25 200	3,3
Lettonie	2004	2,0	14,3	18,6	63,1	15,2	14 700	2,3
Lituanie	2004	3,0	14,9	18,1	62,2	13,5	17 800	3,2
Luxembourg	1958	0,5	17,1	14,0	65,8	5,2	69 400	2,9
Malte	2004	0,4	14,7	16,5	59,0	6,5	22 000	3,2
Pays-Bas	1958	16,8	17,3	16,2	75,1	5,3	32 900	2,8
Pologne	2004	38,5	15,1	13,8	59,7	10,2	16 800	3,7
Portugal	1986	10,5	14,8	19,4	61,8	16,4	19 200	2,8
République tchèque	2004	10,5	14,7	16,2	66,5	7,0	20 200	3,5
Roumanie	2007	20,1	15,0	15,0	59,5	7,3	12 600	3,4
Royaume-Uni	1973	63,9	17,5	16,9	70,1	8,0	28 000	2,8
Slovaquie	2004	5,4	15,4	12,8	59,7	14,0	19 200	3,7
Slovénie	2004	2,1	14,3	16,8	64,1	9,0	21 000	2,8
Suède	1995	9,6	16,7	18,8	73,8	8,1	32 800	0,9
Union européenne	///	505,7	15,6	17,8	64,2	10,6	25 600	2,6

1. Moyenne annuelle.

2. Standard de Pouvoir d'Achat, unité de mesure facilitant les comparaisons internationales.

3. Données 2011 pour la Lettonie.

4. Taux de variation 2012/2011 de la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisée (IPCH) global.

Source : Eurostat.

Situation de l'UE à 27 dans le monde et parmi les autres pays du G20

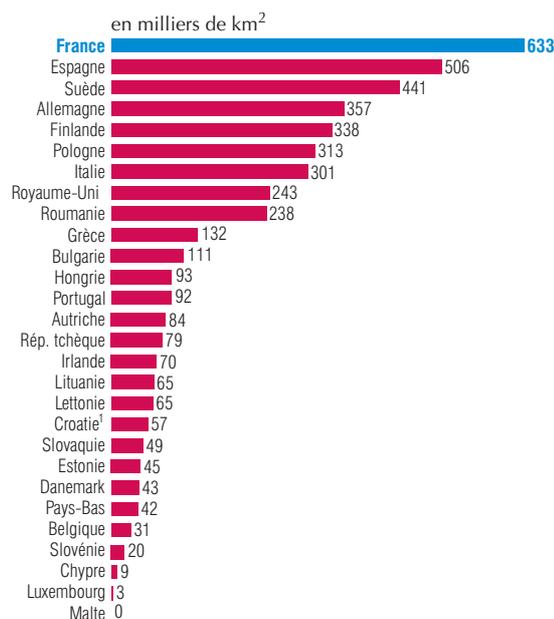
	2013	2012	
		Part de la population mondiale en % ¹	PIB en milliards de dollars
Afrique du Sud	0,7	384	0,5
Arabie saoudite	0,4	711	1,0
Argentine	0,6	475	0,7
Australie	0,3	1 542	2,1
Brésil	2,7	2 253	3,1
Canada	0,5	1 821	2,5
Chine ²	19,1	8 221	11,4
Corée du Sud	0,7	1 130	1,6
États-Unis	4,4	16 245	22,5
Inde	17,9	1 842	2,6
Indonésie	3,5	879	1,2
Japon	1,8	5 960	8,3
Mexique	1,6	1 177	1,6
Nigeria	2,4	270	0,4
Russie	2,0	2 030	2,8
Turquie	1,1	788	1,1
UE à 27	7,0	16 673	23,1
Monde	100,0	72 216	100,0

1. Estimations de population en milieu d'année, source Ined.

2. Les données de la Chine, pour la population, ne comprennent pas Hong Kong et Macao.

Sources : Ined ; FMI.

Superficie des pays de l'Union européenne en 2013



Note : superficie totale, y c. eaux intérieures.

1. Hors mer territoriale.

Source : Eurostat.